

La Déclaration d'Alger

Voici le texte intégral de la Déclaration d'Alger au terme du sommet arabe. « Les dirigeants arabes, réunis au sommet d'Alger, ont salué les efforts de l'Algérie en faveur de l'action arabe commune, notamment à travers la tenue sur sa terre de cette rencontre et son appui constant à la mise en place d'institutions interarabes. »

Les dirigeants arabes ont également rendu hommage, dans la Déclaration d'Alger adoptée par le sommet, au président Abdelaziz Bouteflika pour « ses efforts, sa clairvoyance et sa sagesse » à diriger les assises du sommet et « sa forte contribution dans sa réussite » en vue de concrétiser de nouvelles actions afin de consolider l'esprit de solidarité entre les membres de la famille arabe. « Tout en exprimant leur attachement à la solidarité arabe et au respect de la souveraineté de chaque pays arabe, les participants ont appelé à poursuivre les efforts de développement et de modernisation de la Ligue arabe et la redynamisation de ses mécanismes pour qu'elle puisse accompagner les grandes mutations dans le monde. » A ce titre, les dirigeants ont tenu à valoriser les pas franchis dans la réforme de l'organisation arabe, mettant l'accent particulièrement sur la création d'un parlement transitoire, la mise en place d'une instance de suivi de l'application des décisions, l'amendement du mode de vote et l'implication de la société civile dans les activités de la ligue et ses institutions. « Par la même occasion, les souverains et chefs d'Etat ont insisté sur la nécessité de poursuivre le processus de développement et de modernisation dans le monde arabe afin de consacrer la pratique démocratique, l'élargissement de la participation politique, la promotion des droits de l'homme et du rôle de la femme dans la société. » Après avoir affirmé leur volonté d'œuvrer à la concrétisation de la complémentarité arabe à travers la redynamisation des mécanismes de l'action commune et la relance des projets de partenariat économique, les dirigeants ont réitéré leur attachement à une paix juste et globale au Proche-Orient, une option stratégique pour un règlement définitif du conflit arabo-israélien. A ce titre, ils ont souligné la nécessité de réactiver l'initiative de paix issue du sommet de Beyrouth en 2002 et leur attachement à la légalité internationale et à la Déclaration de Madrid fondée sur les principes de « la terre contre la paix ». Dans ce contexte, les dirigeants ont affirmé que la paix au Proche-Orient ne peut se réaliser que par un retrait total et définitif d'Israël de tous les territoires arabes occupés, l'instauration d'un Etat palestinien avec Jérusalem pour capitale et le règlement de la question des réfugiés palestiniens conformément à la résolution 194 de l'ONU de 1948. Les participants ont par ailleurs exprimé leur solidarité totale avec la Syrie et condamné les sanctions contre ce pays appelant à la nécessité de privilégier le dialogue et la concertation pour résoudre les conflits entre pays. Les dirigeants arabes ont également insisté sur l'intégrité de l'Irak et le respect de sa souveraineté et de son indépendance, appelant à l'application de la décision du Conseil de sécurité 1546 de 2004 afin de permettre à ce pays de recouvrer sa souveraineté et mettre fin à la présence

étrangère sur son territoire. Tout en exhortant le gouvernement iranien au dialogue avec les Emirats arabes unis pour permettre à ce dernier pays de récupérer ses trois îles, les dirigeants arabes se sont félicités de l'accord de paix au Darfour (Soudan) et des développements positifs en Somalie, consacrés par l'élection d'un président de la République et d'un parlement fédéral. « Les souverains et chefs d'Etat arabes ont condamné le terrorisme sous toutes ses formes, appelé à la tenue d'une conférence internationale sous l'égide de l'ONU et la mise en place d'une définition claire du terrorisme sans pour autant faire d'amalgame entre ce dernier et le droit des peuples de lutter contre le colonialisme.

El Watan, 24 Mars 2005